



# “Les Priorités de l'Economie de la Santé en Afrique”

Conférence inaugurale de l'Association Africaine d'Economie et Politique de Santé (AfHEA)  
10 – 12 Mars 2009 – Accra, Ghana

---

## Session parallèle 2 : Evaluation Economique

---

### PS 01/11

#### La contribution financière de l'État à la lutte contre l'onchocercose au Cameroun

*Njournemi Zakariaou<sup>1</sup>, Ntep Marcelline<sup>2</sup>, Epo Boniface Ngah<sup>3</sup>*

<sup>1</sup> Département de Santé Publique, Faculté de Médecine et des Sciences Biomédicales, Université de Yaoundé I

<sup>2</sup> Programme National de Lutte contre l'Onchocercose, Ministère de la Santé Publique, Yaoundé Cameroun.

<sup>3</sup> Health Economics Research and Evaluation (HEREG), Yaoundé - Cameroon

---

**Introduction :** Au Cameroun, l'onchocercose constitue un problème de santé publique qui touche environ 7 millions de personnes. La lutte contre l'onchocercose se fait à travers la stratégie de Traitement à l'Ivermectin sous Directive Communautaire (TIDC). La performance des activités de TIDC est fonction du financement disponible. Cet article a pour but d'évaluer la contribution financière de l'Etat camerounais pour les activités de TIDC sur la période 2005-2007.

**Objectifs :** Evaluer le montant annuel des fonds publics provenant des dotations directes de l'Etat à partir des niveaux centraux et provinciaux ou des fonds localement budgétisés et décaissés pour la mise en œuvre effective des activités de TIDC dans les districts et les aires de santé. Estimer la contribution financière de l'Etat par personne traitée.

**Méthodologie :** Les données ont été collectées au moyen d'un questionnaire relatif au financement de l'Etat auprès des responsables techniques, administratifs et financiers des quatre niveaux d'intervention du système de santé : central, provincial, district et aire de santé. Outre les interviews, les documents comptables publics suivants ont été exploités : fiches d'allocation budgétaire, titres de confirmation des créances, bons d'engagement des dépenses, bons de commande-livraison-réception des matériels et consommables, contrats avec les fournisseurs et prestataires, bons de sortie de caisse, fiches de décharges des frais de mission et supervision, fiches d'inventaires, justificatifs et factures acquittées et rapports financiers annuels.

**Résultats :** La contribution financière annuelle de l'Etat s'est élevée à US\$1, 468,579, US\$1,689,580 et US\$ 1,904,396 en 2005, 2006 et 2007 respectivement. Toutefois, cette contribution financière annuelle est restée stable à environ US\$0.41 par personne traitée au cours de la même période. Les différents domaines de TIDC qui bénéficient du financement de l'Etat sont les suivants : le fonctionnement des services, la motivation des distributeurs communautaires et du personnel, la production, à l'échelle nationale du matériel de communication (Plaidoyer, Mobilisation Sociale, Communication pour le changement de comportement), la formation, la distribution du Mectizan et la gestion des effets secondaires, la supervision, le monitoring et l'évaluation des activités de TIDC.

**Conclusion :** La durabilité des activités de TIDC nécessite encore beaucoup d'efforts financiers de l'Etat au-dessus de US\$0.41 par personne traitée. Quand le financement extérieur dont le principal provient de l'African Programme for Ochocerciasis Control (APOC) va se retirer, la performance des activités de lutte contre l'onchocercose dépendra du financement étatique.